

A faire voter en même temps que les tarifs 2020-2021 droits spécifiques sur les diplômes nationaux

Politique tarifaire de la Formation Continue (article D714-62 du code de l'éducation)

« Sur proposition du président ou du directeur de l'établissement, le conseil d'administration définit la politique générale de tarification des actions de formation continue, compte tenu du coût global de la formation continue évalué chaque année.

S'agissant des cycles de formation initiale ouverts au public de la formation continue, la tarification doit être déterminée de telle sorte que les ressources supplémentaires obtenues par convention de formation professionnelle couvrent les coûts additionnels de structure et de gestion et les coûts pédagogiques dus à des aménagements particuliers d'enseignement.

Des exonérations peuvent être accordées par le président ou le directeur de l'établissement aux stagiaires dont les frais de formation ne sont pas pris en charge au titre de la formation professionnelle. Dans ce cas, le stagiaire concerné doit acquitter une redevance minimale fixée par le conseil d'administration. »

Sont soumis au vote les 6 points suivants :

1. Droit additionnel pour frais de structure
2. Politique régionale de formation en direction des demandeurs d'emploi
3. Tarif modulaire sur cursus diplômant
4. Tarif modulaire sur cursus non diplômant
5. Taux horaire du contrat de professionnalisation
6. VAE et VES

1. Le droit additionnel pour frais de structure appliqué par le service formation continue s'ajoute aux droit d'inscription national et au droit spécifique. Ce droit additionnel compense partiellement les coûts additionnels de structure et de gestion ; ils correspondent à des prestations administratives.

Le coût des prestations administratives est évalué à 8 heures par stagiaire sur la base de 25 € de l'heure (moyenne du coût chargé employeur d'un personnel administratif de catégorie C ou B).

Les prestations administratives sont les suivantes : établissement des devis et des propositions de formations et des contrats ou des conventions de formation, suivi de l'assiduité et saisie sur les différentes bases imposées par les financeurs, établissement des documents de fin de formation pour facturation, suivi post-formation -satisfaction et insertion-...

2. Politique régionale de formation en direction des demandeurs d'emploi

L'établissement a signé une convention cadre de partenariat avec le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur visant à favoriser l'accueil des publics les plus éloignés de l'emploi dans les formations de l'université. A ce titre, l'établissement sollicite chaque année une subvention qui permet de couvrir une partie du surcoût engendré pour l'accueil, l'orientation, la formation, l'insertion professionnelle et le suivi post-formation des publics cibles.

Il est demandé à l'établissement de consacrer 300 000€ au titre de l'effort consenti pour ces publics (même montant que les années précédentes).

(L'année dernière cela a représenté 250 000€ mais il s'agit d'une enveloppe virtuelle puisque le montant n'est pas reversé à la composante mais cela permet d'obtenir 440 000€ de subvention – le conseil régional ne pouvant pas intervenir à 100% dans le cadre d'une subvention – Le % reversé par formation varie en fonction des tarifs des formations concernées et du nombre de stagiaires, en 19-20, le % était de 55% du montant droit spécifique FC – soit le tarif plein).

3. Tarif modulaire sur cursus diplômant

L'établissement adopte chaque année des tarifs de droits spécifiques pour les diplômes nationaux. Cependant, il convient de préciser la règle tarifaire dans le cas où la demande ne concerne qu'une partie d'un diplôme, c'est-à-dire une ou plusieurs unités d'enseignement.

Il est proposé dans le cas d'une inscription pour suivre une partie d'un cursus diplômant de calculer les droits spécifiques au prorata du tarif formation continue.

S'y ajoutent le droit additionnel pour frais de structure et le droit national au diplôme (permettant ainsi de capitaliser les unités).

4. Tarif modulaire sur cursus non diplômant

Le forfait par module serait défini comme suit :

15 € de l'heure par module + 60 € de frais de gestion par module (accompagnement, devis, contrat, validation, édition des attestations et suivi des présences, facturation).

L'université Côte d'Azur propose également des formations courtes (inter, intra et sur mesure). Le coût journalier sera défini par la direction du SFC en accord avec la direction de la composante sur la base d'une note d'opportunité et des tarifs pratiqués par la concurrence.

5. Taux horaire du contrat de professionnalisation

Les contrats de professionnalisation gérés par le service formation continue ou les services relations entreprises des composantes font l'objet d'une contractualisation entre un employeur et un stagiaire.

Le coût de l'heure du contrat de professionnalisation est défini par les opérateurs de compétences (OPCO) et celui-ci varie d'un OPCO à l'autre et d'une branche d'activité à l'autre au sein d'un même OPCO.

Ce coût varie de 7 € de l'heure de formation à 50 € de l'heure de formation selon le type de formation.

Il convient donc de permettre à l'établissement d'établir des contrats de professionnalisation au taux horaire défini par l'OPCO pour la formation considérée.

6. Validation des acquis de l'expérience (VAE) et Validation des études supérieures (VES)

Le cadre légal et réglementaire est fixé dans le code de l'éducation aux articles L 613-3 et L613-4 et les articles R.613-32 à R.613-37, D.613-38 à D.613-50.

Droit spécifique pour une demande de VAE hors doctorat : 450 €

Droit spécifique pour une demande de VAE en doctorat : 5000 € (comprenant l'accompagnement)

Droit spécifique pour une demande de VES : 450 €

S'ajoute le droit national d'inscription au diplôme.

Prestation d'accompagnement à la VAE en présentiel ou à distance (15H) pour tous les niveaux de diplômes hors doctorat : 1350 €